

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Éteindre le téléviseur

René Lapierre

Volume 34, Number 5 (203), October 1992

Le Québec des écrivains

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/31408ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lapierre, R. (1992). Éteindre le téléviseur. *Liberté*, 34(5), 62–65.

Tous droits réservés © Collectif Liberté, 1992

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

RENÉ LAPIERRE

ÉTEINDRE LE TÉLÉVISEUR

On a souvent parlé, à propos du débat référendaire des années 70, de rhétorique thomiste; mécanique de questions et de réponses rappelant parfois le catéchisme, et attestant d'une très forte *convention* des arguments. Le débat s'était d'ailleurs très vite bloqué, on le sait; il avait échoué de façon fort peu dialectique dans une quasi-ritualisation des échanges, il vaudrait mieux dire: des répliques, des répons.

Époque où les artistes et le milieu des affaires étaient sur la question de l'indépendance opposés de façon irréductible, celui-ci parlant d'irréalisme et ceux-là d'aveuglement. Mais était-ce vraiment irréaliste d'envisager l'indépendance? Était-ce réellement manquer de clairvoyance que de ne pas y consentir?

Le moins que l'on puisse dire, en l'occurrence, c'est que le concept même de réalité s'avérait déjà passablement problématique, et se trouvait dans les deux camps à la source de déductions et de stratégies tout à fait divergentes. (On ne s'en étonne plus, d'ailleurs: rien que depuis 1976, sur le plan économique, la «réalité» s'est de nouveau tellement modifiée qu'on a souvent l'impression que ce sont aujourd'hui les gens d'affaires qui prônent, en vertu d'un nouvel actuariat du réel, cela même qu'ils dénonçaient quinze ans plus tôt. Réalisme et réalité, il est toujours facile de l'oublier, sont des termes particulièrement relatifs et instables.)

Posons simplement que le réalisme financier de 1976 était plutôt conservateur, axé sur l'institutionnel, alors que le réalisme des écrivains était davantage sensible à l'ordre symbolique des choses, au langage que tenaient alors sur eux-mêmes et sur le peuple québécois les institutions politiques, les pouvoirs et l'argent. Réalités d'une part, donc, et représentations de l'autre; mots minés grâce auxquels tout le monde avait raison pour soi, il me semble, en vertu d'un égoïsme argumentatif de plus en plus sourdement tenu, et qui se referma tout à fait après le référendum de mai 1980. Je ne veux surtout pas revivre cela maintenant, retrouver tout à coup autour de moi cette méfiance et ce mauvais aloi qui chargeaient n'importe quoi, jusqu'au plus petit détail, de qualités suspectes.

Du reste qui avait raison, qui avait tort? Cette question-là n'a même plus de sens, tant les données n'ont cessé de se modifier de façon radicale depuis plus de quinze ans. Dans l'état actuel des choses, en regard de la catastrophe dont le monde présente aujourd'hui les symptômes, l'ordre des préséances ne relève plus simplement du politique ou du symbolique: il exprime de façon pressante la nécessité de l'éthique. Pourtant les politiciens et les institutions nous donnent tous les jours des raisons de désespérer davantage de la politique, en affichant de façon de plus en plus grossière le motif intéressé, calculateur, égoïste, de la fonction dont ils seraient censés répondre honorablement. La charge d'État requiert maintenant de façon désespérée un devoir de compassion, de dévouement et d'honnêteté que n'entendent plus les clercs, trop heureux de s'en décharger sur le dos des enseignants, des travailleurs sociaux et des payeurs de taxes; et la politique allant de tricherie en injustice, en absurdités et en pots-de-vin, je ne suis pas pressé d'aller à elle et de lui confier, en sus de ce dont elle ne sait pas s'acquitter, ma détresse et mon espoir.

Je me presse d'autant moins que l'on oublie de plus en plus facilement, dans ce vacarme, le désarroi d'autrui;

la souffrance, la pauvreté, la maladie, la faim. C'est déplacé, sans doute, dans cet article, et dans ce numéro. J'aurai donc tort d'y insister. Du reste, comme d'habitude, on aura déjà tout vu à la télé. Or je ne parle pas ici que de ce qu'on voit à la télé, et qui se trouve plus ou moins rescapé par la conscience médiatique du spectateur («Oui, une émission terrible; on en sort tout bouleversé»); je parle aussi de tout ce qu'on n'y verra jamais parce que ce n'est pas assez spectaculaire, assez frappant, assez dramatiquement concentré.

J'en parle précisément parce que dans ce chaos l'ordre des préséances commence à s'affoler; précisément parce que cela le politique l'ignore, confiant platement au téléjournal et aux actualités le rôle de soutenir la représentation de ce qu'elle oublie. Mais la télévision est spectacle, discours, effet; elle aussi a sa rhétorique, sa logique et son intérêt, qui consistent à consommer et à faire consommer, à oublier et à faire oublier mais de façon particulière, par l'accumulation et le renforcement de l'horreur.

Comme tant d'autres, je ne crois pas que l'agression de Rodney King par les gangsters d'État de Los Angeles aurait pris pareille ampleur si elle n'avait pas été *filmée*, et si la victime n'était ainsi devenue malgré elle une star, une icône du désastre des valeurs dans lequel nous nous débattons. Mais en revanche c'est strictement pour les mêmes raisons, il est inconcevable d'avoir à le rappeler, qu'on a si vite oublié toute l'affaire; parce que le show médiatique recouvre à toute vitesse ce dont la politique ne prend pas le relais, ce dont elle n'assume pas la responsabilité. L'horreur télévisuelle n'est pas humanitaire, elle n'est pas compassionnelle ni conversationnelle, elle est tout simplement *sans réplique*.

On en est là, aujourd'hui: et j'ai bien du mal à penser tranquillement en fonction de l'indépendance ou du fédéralisme, bien du mal à accréditer la politique là où elle se tient maintenant, en rupture de son devoir d'État. Non seulement de son devoir d'assistance et de justice, mais encore

de son devoir d'éducation, qui est la condition fondamentale de tout le reste.

La politique reste peut-être, théoriquement, l'instrument d'une solution globale, le dernier phare de l'humanité; mais sûrement pas sous la forme des partisaneries pro ou anti constitutionnelles que nous voyons valser maintenant, comme si le reste du monde n'existait pas, comme si le reste du monde était une émission de télévision.